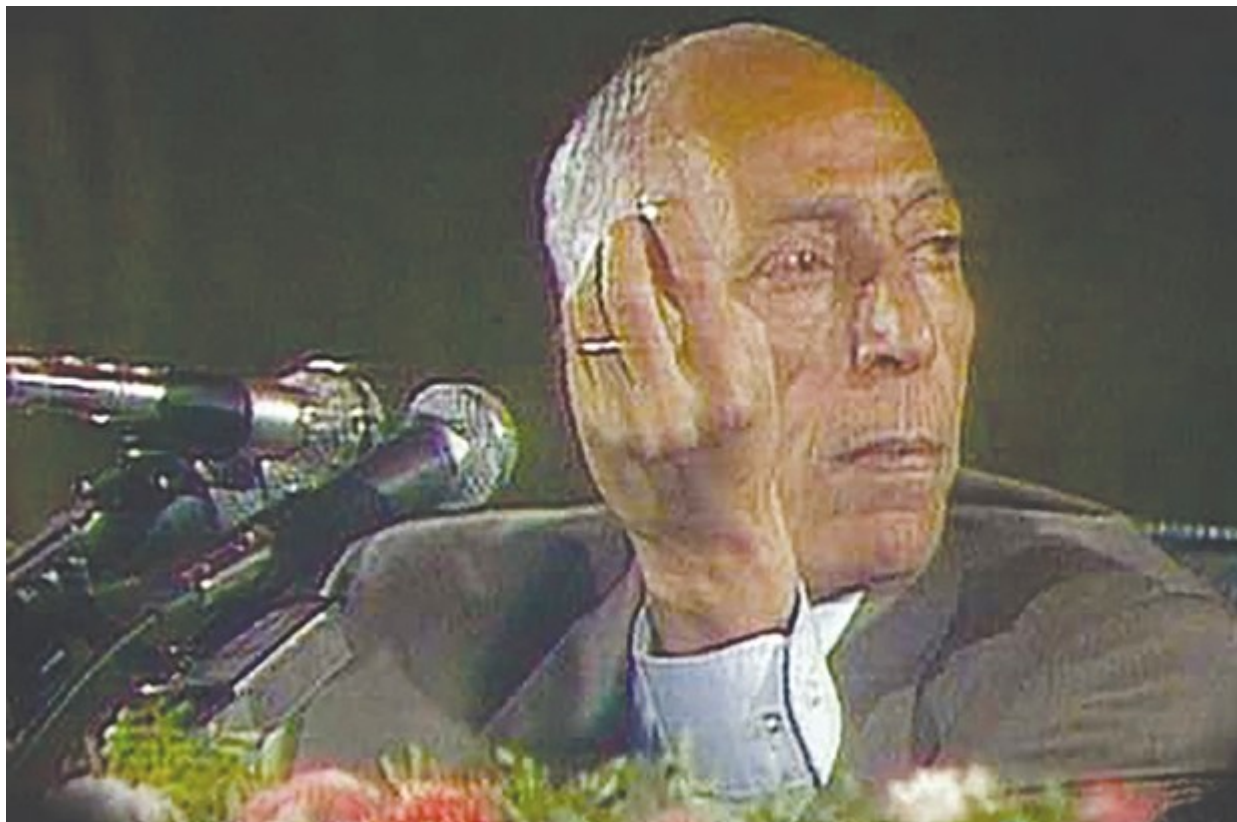


Il avait réussi à rendre espoir à la jeunesse algérienne

## Il y a 24 ans, l'assassinat de Mohamed Boudiaf

©D.  
R.



C'est empêtrée dans une grave crise multidimensionnelle que l'Algérie commémore aujourd'hui le 24<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat du président Mohamed Boudiaf, lui qui, en l'espace de seulement six mois, avait pu redonner à ses compatriotes, notamment à la jeunesse, l'espoir de lendemains meilleurs. Revenu au pays à l'appel de la patrie, à l'issue d'un très long exil, Mohamed Boudiaf, de son nom de guerre Si Tayeb El Watani, s'est attelé dès son installation à la tête du Haut-Comité d'État (HCE), en janvier 1992, à remettre en marche un pays au bord de l'explosion. La démission de Chadli après le raz-de-marée réalisé par le Front islamique du salut (FIS) au 1<sup>er</sup> tour des élections législatives de décembre 1991 et l'arrêt du processus électoral avaient mis le pays dans une situation d'impasse politique totale. C'est à ce moment-là que les tenants du pouvoir avaient pensé appeler à la rescousse Mohamed Boudiaf, un personnage dont la stature, l'envergure et l'intégrité le prédestinaient aux responsabilités suprêmes. Le pouvoir de l'époque, embourbé dans les scandales de corruption, ne pouvait rêver meilleur candidat pour redorer son blason terni. Jamais un président n'avait tant été aimé des Algériens, notamment des jeunes avec qui il avait réussi, en un temps record, à tisser des liens dépassant les anicroches générationnelles. Plaidant pour une Algérie démocratique tournée vers la modernité, le profil de l'homme, un modèle d'intégrité, contrastait pourtant avec un système maffieux qui tenait, véritablement, les rênes de l'État. Le clash ne pouvait trop tarder. Le président Boudiaf avait, en effet, dès ses premiers discours, fait de la lutte contre la corruption une de ses priorités. Et il y joignait le geste à la parole en intentant des procès publics contre certains généraux de l'armée. Lutte contre l'islamisme et le terrorisme, guerre contre la corruption, vellétés de gérer "autrement" le dossier du Sahara occidental... Le président Boudiaf donnait l'impression d'avoir plusieurs fronts à la fois. Six mois seulement après son accession au

pouvoir, il est assassiné le 29 juin 1992, en direct à la télévision, alors qu'il prononçait un discours à la Maison de la culture d'Annaba, par un de ses gardes, le sous-lieutenant du Groupe d'intervention spécial (GIS), Lembarek Boumaârafi, en l'occurrence. D'aucuns qualifiaient le forfait d'assassinat politique par excellence, mais la commission d'enquête instituée par le gouvernement de l'époque pour faire la lumière sur ce crime d'État avait pourtant conclu à "l'acte isolé d'un officier de l'armée ayant agi pour des motifs strictement religieux". Une thèse que l'opinion publique continue à rejeter inlassablement, souhaitant qu'un jour, la lumière soit définitivement faite autour de cette affaire. L'assassinat du président Boudiaf avait plongé le pays dans un épisode des plus sanglants de son histoire, avec la déferlante islamo-terroriste. La lancinante question qu'il se posait dans son ouvrage Où va l'Algérie ?, à l'Indépendance du pays, est encore, aujourd'hui, d'une actualité brûlante.

**H. Saïdani**